

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA PREPARATION DU LIN

Convention collective de travail du 1 octobre 2003 portant coordination des statuts du Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin.

Article 1

Cette convention collective de travail coordonne les Statuts du Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin.

Article 2

Cette convention collective est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit des effets le 1^{er} janvier 2003.

Dans les conditions fixées à l'article 4 des statuts, elle peut être résiliée par une des parties signataires moyennant observation d'un délai de préavis de trois mois signifié par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire pour la préparation du Lin.

fait à Gent le 1 octobre 2003

<

>

06.10.03

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.
26 -11- 2003	

NR. N° 68720/10/12008

STATUTS

Chapitre I. • Dénomination, siège, objet, durée

Article 1

Il est institué à partir du 1^{er} juillet 1963 un Fonds de sécurité d'existence, dénommé: "Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin".

Article 2

Le siège social du Fonds est établi à Gand, à l'adresse suivante: Poortakkerstraat 100 - 9051 Gent (S-D-W).

Il peut être transféré par décision de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin à tout autre endroit en Belgique.

Article 3

Le Fonds a pour but:

1. d'octroyer aux ouvriers visés à l'article 5 des allocations sociales supplémentaires;
2. de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
3. d'assurer le paiement des avantages;
4. le financement et l'organisation de formation d'ouvriers par les organisations représentées au sein de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin;
5. le financement des charges relatives à l'amélioration des relations industrielles et la promotion de l'emploi dans la préparation du lin;
6. de rétribuer aux organisations représentatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux;
7. le financement de la formation syndicale et socio-professionnelle des ouvriers du secteur, ainsi que de la mission d'information relative à l'application des dispositions légales et conventionnelles pour les employeurs du secteur du lin.

Article 4

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Il peut être mis fin à l'existence de ce Fonds moyennant un préavis de trois mois notifié par au moins sept membres au président de la Sous-commission Paritaire. Le délai de préavis prend cours au commencement du trimestre civil suivant la date à laquelle le préavis a été notifié par lettre recommandée, adressée au président de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin et des organisations qui y sont représentées.

NEERLEGGING-DEPÔT REGISTR.-ENREGISTR.

06 -10-2003

Chapitre II. • Champ d'application

Article 5

- a. Ces statuts sont **d'application** aux employeurs et aux ouvriers occupés par eux ressortissant à la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.
Sauf disposition contraire, il est entendu dans les présents statuts par "ouvriers": les ouvriers et les ouvrières.
- b. Par dérogation au littera a. ci-dessus, les articles 6, 7, 8, 9 et 29 ne s'appliquent qu'aux ouvriers qui sont membres d'une des organisations de travailleurs représentées au sein de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

Chapitre III. • Bénéficiaires et modalités d'octroi et de paiement

Article 6

Les ouvriers visés à l'article 5 b. ont droit à l'allocation sociale supplémentaire prévue à l'article 7, pour autant qu'ils ne soient pas exclus de ce droit par suite de perturbation de la paix sociale; cette exclusion est prononcée par la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

Article 7

Les bénéficiaires peuvent prétendre pour chaque journée de chômage à concurrence d'un maximum de quatre-vingts jours pendant la période de référence fixée par le conseil d'administration du Fonds à l'allocation sociale supplémentaire prévue par le présent article.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par "journée de chômage", le jour pour lequel le chômeur peut prétendre aux allocations de chômage.

Le montant de l'allocation sociale supplémentaire est fixé à 4,46 EUR pour les ouvriers visés à l'article 6 et payé à partir du premier jour de chômage pendant la période de référence.

A partir de l'année 2001, le montant journalier précité sera porté de 4,46 EUR à 4,96 EUR.

Article 8

Il est payé aux ouvriers visés à l'article 5 b. à un moment déterminé par la Sous-commission Paritaire, un montant non récupérable. Ce montant a été fixé à 85,52 EUR pour les années 1997 et 1998. Pour l'année 1999, le montant non récupérable a été porté à 110,31 EUR et à 115,27 EUR à partir du 1^{er} janvier 2000.

A partir du 1^{er} janvier 2003 le montant non récupérable est porté à 123,90 EUR.

Ce montant est également octroyé aux ouvriers pensionnés pendant l'exercice de référence et aux ouvriers licenciés au cours de l'exercice de référence par un employeur, visé à l'article 5 a., sauf pour motifs graves. Le montant est également payé à ces bénéficiaires pendant les six années suivant l'exercice de référence.

Ce montant est également octroyé aux travailleurs malades de longue durée licenciés pendant l'exercice de référence. A ces ayants droit, le montant est également payé pendant les six années suivant l'exercice de référence.

Ce montant ne peut être cumulé avec un avantage social analogue auquel les ouvriers visés à cet article, peuvent prétendre auprès d'un autre employeur.

Article 9

Chaque fois que la situation financière du Fonds le permet ou l'exige, le nombre maximum de journées indemnisables **et/ou** les montants de l'**allocation** sociale supplémentaire, prévu à l'article 7 **et/ou** les dispositions de l'article 8, peuvent être **modifiés** moyennant une décision de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 10

Par le Fonds, si la situation financière du Fonds le permet, il est effectué en décembre un remboursement aux employeurs visés à l'article 5, a. d'un tiers des cotisations visées à l'article 23 a. payées par eux pour le quatrième trimestre de l'année précédente et les trois premiers trimestres de l'année en cours.

Article 11

Si l'un des employeurs visés à l'article 5, a. est en **défaut**, le Fonds se substitue à lui pour payer aux ouvriers l'**allocation** complémentaire de vacances nette, comme le prévoit la convention collective de travail du 13 juillet 1983, concernant l'**allocation** complémentaire de vacances.

Le Fonds réclame ensuite auprès de l'employeur le montant de l'allocation complémentaire de vacances nette, augmenté d'une majoration de 10% et des mêmes intérêts de retard que ceux appliqués aux cotisations à l'Office National de Sécurité Sociale.

Article 12

A partir du 1^{er} mai 1986, il est octroyé aux ouvriers occupés par les employeurs visés à l'article 5 a., qui sont licenciés, une allocation de chômage supplémentaire de 2,11 EUR par jour de chômage (système de 6 jours par semaine) payée par le Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin.

A partir du 1^{er} janvier 1995, le montant de l'allocation supplémentaire de chômage est porté à 2,48 EUR par jour de chômage.

Ce paiement d'**allocation** se fait suivant les modalités prévues dans les articles 9 à 16 y compris de la convention collective de travail du 27 février 1987 concernant les conditions de travail et promotion de l'emploi pour les années 1987 et 1988, abrogés et remplacés à partir du 1^{er} janvier 1993 par la convention collective de travail du 24 mai 1993 relative à l'accompagnement social, rendue obligatoire par arrêté royal du 8 novembre 1993, et modifiée par la convention collective de travail du 26 avril 1995 relative à l'accompagnement social, rendue obligatoire par arrêté royal du 25 février 1996.

Aux ouvriers licenciés à partir du 1^{er} janvier 1997 pour quelque motif que ce soit, en dehors du motif grave, et qui au moment de leur sortie ont atteint l'âge d'au moins 50 ans, il est octroyé une allocation supplémentaire de 2,48 EUR par jour, limitée à une durée maximum de 10 ans et jusqu'à l'âge de la pension légale. Cette allocation, qui est octroyée aux ouvriers licenciés-bénéficiaires d'allocations de chômage comme chômeur complet, ne pourra pas, au total, évaluer ou dépasser le montant de 7.436,81 EUR.

Pour les ouvriers qui ont été licenciés pour n'importe quel motif, à l'exception du motif grave, et qui ont atteint l'âge de 54 ans au moins au moment où le contrat prend fin, l'allocation supplémentaire de chômage est portée de 2,48 EUR à 3,72 EUR par jour. Cette allocation ne peut pas être cumulée avec le régime de la prépension conventionnelle ni avec le régime de pension légale.

Les conditions pour avoir droit à cette allocation supplémentaire de chômage majorée sont:

- prouver 40 ans de carrière conformément aux dispositions de l'article 2 § 5 de l'A.R. du 07.12.1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

- prouver 20 ans de carrière professionnelle dans le secteur de la préparation du lin, c'est à dire avoir été lié pendant 20 ans par un contrat de travail dans une ou plusieurs entreprises dépendantes de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

Pour les ouvriers frontaliers ayant été licenciés pour un motif **quelconque**, à l'exception du motif **grave**, et qui ont au moins 58 ans au moment du départ, l'**allocation** de chômage supplémentaire est portée à 3,72 EUR par jour.

Cette indemnité est payée jusqu'à l'âge de la pension légale et ne peut être cumulée avec le régime de la prépension conventionnelle ni avec le régime de la pension légale.

L'ouvrier frontalier doit remplir les conditions d'ancienneté légales et sectorielles en matière de prépension.

Article 13

- a) Les coûts des entreprises d'accueil et autres instances de formation concernant la formation des travailleurs et la formation et l'emploi des groupes à risque comme visés par l'accord interprofessionnel pour les années 2003-2004 et prévus à l'article 12 de la convention collective de travail du 16 juin 2003 conclue au sein de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin, relative aux mesures en matière de formation des travailleurs, demandeurs d'emploi et groupes à risque, sont à charge de la section "Formation" du Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin qui a été créée par l'article 17 de la convention collective de travail du 6 mars 1989 concernant l'accord général sectoriel pour la période 1989-1990, rendue obligatoire par arrêté royal du 14 août 1989.
- b) La prise en charge des coûts visés sous a) s'effectue sur base des critères fixés par le conseil d'administration du Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin.

Article 14

Dans le cadre des missions et de la gestion du Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin il est constitué à partir du 1^{er} janvier 1999 et en exécution de l'article 15 de l'accord sectoriel général 1999-2000 pour la préparation du lin du 15 juin 1999, une section "Régime sectoriel complémentaire au régime de pension légale". Le Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin paiera, dans le cadre des modalités légales et de celles définies dans la C.C.T. du 14 décembre 1999, un complément à la pension légale.

Article 15

A partir de 2001, les ouvriers qui comptent au moins 20 ans d'ancienneté ininterrompue au sein de la même entreprise, pourront bénéficier d'une journée **d'absence** rémunérée au cours de chaque année calendrier. L'employeur peut récupérer le coût de cette journée auprès du Fonds Social et de Garantie, moyennant les pièces justificatives appropriées. Le coût à récupérer pour cette journée d'absence est composé du salaire brut à 100% augmenté **forfaitairement** de 50% de charges sociales patronales.

Les pièces justificatives nécessaires et les modalités de remboursement sont fixées par une décision du conseil d'administration du Fonds.

Article 16

La Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin détermine la façon dont les allocations et indemnités et l'avance fixée à l'article 8, seront payées.

Article 17

En aucun cas le paiement des avantages sociaux octroyés par le Fonds aux ouvriers ne peut dépendre du versement des cotisations dues par l'employeur.

Chapitre IV. • Gestion

Article 18

Le Fonds est géré par un conseil d'administration, composé paritairement de représentants d'employeurs et de travailleurs.

Le conseil est composé de dix membres, notamment: cinq représentants des employeurs et cinq représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin parmi les membres effectifs ou suppléants de ladite commission.

Le mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la Sous-commission Paritaire. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Sous-commission Paritaire, appartenant au même groupe que le membre dont le mandat prend fin.

Article 19

Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et deux vice-présidents.

La présidence et la première vice-présidence sont exercées alternativement par un représentant des employeurs et par un représentant des travailleurs.

La première année, le groupe auquel appartient le président, est désigné au sort.

Le deuxième vice-président appartient toujours au groupe des représentants des travailleurs.

Article 20

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et chaque fois que deux membres au moins en font la demande.

Les convocations portent l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des séances sont établis par le secrétaire, désigné par le conseil d'administration, et signés par celui qui a présidé la séance.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote est valable s'il est émis par au moins un membre de chaque groupe et à condition que le point mis aux voix ait été porté explicitement à l'ordre du jour de la convocation à la séance.

Article 21

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds à la poursuite et la diligence du président ou de l'administrateur délégué à cet effet.

Le conseil d'administration peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe, sans que ces administrateurs doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent à l'égard des engagements du Fonds aucune responsabilité personnelle de par leur gestion.

Chapitre V. - Financement

Article 22

Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5, a.

Article 23

- a) A partir du 1^{er} avril 1975, la cotisation des employeurs est fixée à 1,5% et calculée sur les salaires bruts non-plafonnés à 100% de tous les ouvriers occupés par les employeurs visés à l'article 5, a.
- b) Le paiement de l'allocation complémentaire de vacances qui est garanti aux ouvriers conformément à l'article 11 des statuts, est financé par le solde du fonds "allocation complémentaire de vacances" versé par les employeurs avant le 1^{er} janvier 1983.

Si cette réserve ne suffit pas, le déficit est retiré du remboursement aux employeurs d'un tiers des cotisations prévues à l'article 10.

- c) La cotisation des employeurs qui sert pour payer l'allocation complémentaire de chômage, visée à l'article 12 est fixée, à partir du 1^{er} janvier 1987, à 0,50% des salaires bruts non-plafonnés à 100% de tous les ouvriers mis au travail par les employeurs visés à l'article 5, a.

Ladite cotisation peut être revue chaque année.

- d) Pour le financement du projet relatif à la "section Formation" visé à l'article 13, une cotisation patronale de 0,15% des salaires bruts de tous les ouvriers occupés par les employeurs mentionnés à l'article 5, a. est perçue à partir du 1^{er} janvier 1995. Cette cotisation est calculée sur la rémunération complète des ouvriers telle que définie à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale et aux arrêtés d'exécution de ladite loi.

A partir du 1^{er} janvier 1996, cette cotisation est portée à 0,20%.

A partir du 1^{er} janvier 1997, cette cotisation de 0,20% est maintenue, mais pour les années 1997-1998, la moitié de cette cotisation consistera en une cotisation spéciale de 0,10% qui devra être utilisée pour les initiatives sectorielles au profit des ouvriers. Le conseil d'administration du Fonds doit fixer les modalités.

A partir du 1^{er} janvier 1999, cette cotisation de 0,20% est portée à 0,30%.

- e) Les cotisations patronales de 0,025% et de 0,25% dont il est question à l'article 14 des statuts du "Fonds de Sécurité d'Existence de la Préparation du Lin" sont perçues par le "Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin".

- 4
- f) A partir du 1^{er} janvier 1999, pour le financement de la section "Régime sectoriel complémentaire au régime de pension légale" visée à l'article 14, il est perçu une cotisation patronale de 0,60% des salaires bruts non-plafonnés à 100%. Sur cette cotisation les employeurs sont tenus de payer les charges légalement prévues.

Article 24

- a) Les cotisations sont perçues et recouvrées par le Fonds. Elles sont dues trimestriellement par l'employeur. Les dates d'échéance pour les trimestres de référence "deuxième, troisième et quatrième trimestre de l'année précédente" et "premier trimestre de l'année en cours" sont respectivement le 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre de l'année en cours.
Toutefois, en cas de cessation d'activités, l'employeur peut payer immédiatement au Fonds toutes les cotisations encore dues, et cela sur base d'un décompte pour lequel il aura fourni au Fonds toutes les données salariales nécessaires.
- b) Les sommes dues pour chaque trimestre révolu, doivent être versées par l'employeur au compte de chèques postaux du Fonds ou auprès d'une banque déterminée par le conseil d'administration.
- c) Pour chaque trimestre auquel se rapportent les cotisations, l'employeur est obligé de payer à compter du premier jour qui suit la date d'échéance visée au littéra a) une majoration de 10% sur le montant des cotisations dues, ainsi qu'un intérêt de retard égal à celui d'application sur les cotisations de l'O.N.S.S., sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Article 25

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par décision de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin, rendue obligatoire par arrêté royal.

Chapitre VI. • Budgets, comptes

Article 26

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 27

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget est soumis à l'approbation, pour l'année suivante, de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

Article 28

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

Le conseil d'administration ainsi que le reviseur ou expert-comptable, désignés par la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin pendant le mois de septembre au plus tard.

Chapitre VII- Dissolution, liquidation

Article 29

La dissolution du Fonds peut avoir lieu dans les circonstances prévues à l'article 4 ou à tout moment sur décision unanime de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

La Sous-commission Paritaire désigne les liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Le patrimoine du Fonds au moment de la liquidation est affecté comme suit: tous les ouvriers sans distinction, occupés par les employeurs visés à l'article 5, a., reçoivent à partir de la date de mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement total du patrimoine du Fonds, les allocations prévues à l'article 7, et ce à partir de la première journée de chômage jusqu'à un maximum de trente jours par exercice.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE VLASBEREIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 1 oktober 2003 tot coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Artikel 1

Deze CAO coördineert de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Artikel 2

Deze CAO is voor onbepaalde tijd gesloten. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003. In de voorwaarden bepaald in artikel 4 van de statuten kan ze op verzoek van één der ondertekenende partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Gedaan te Gent op 1 oktober 2003

NEERLEGGING-DÉPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

NR.
N°

6872/6/2002

06.10.03

26 -11- 2003

STATUTEN

Hoofdstuk I. • Benaming, zetel, doel en duur

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 juli 1963 een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd: "Waarborg-en Sociaal Fonds der Vlasbereiding".

Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Gent, op volgend adres: Poortakkerstraat 100-9051 Gent (S-D-W).

Hij kan bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

Artikel 3

Het Fonds heeft tot doel:

1. aan de bij artikel 5 bedoelde werklieden aanvullende sociale voordelen toe te kennen;
2. het innen van de bijdragen, nodig voor de werking van het Fonds;
3. de uitkering van de voordelen te verzekeren;
4. het financieren en organiseren van opleiding van werklieden door de in het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding vertegenwoordigde organisaties;
5. de financiering van de lasten met betrekking tot de verbetering van de industriële relaties en de promotie van de werkgelegenheid in de Vlasbereiding;
6. de bestuurs- en beheerslasten met betrekking tot de uitbetaling van de sociale voordelen aan de vertegenwoordigde organisaties te vergoeden;
7. de financiering van de syndicale en socio-professionele vorming van de werklieden uit de sector, evenals van de informatieopdracht met betrekking tot de toepassing van de wettelijke en conventionele bepalingen voor de werkgevers van de vlassector.

Artikel 4

Het Fonds wordt opgericht voor onbepaalde tijd.

Aan het bestaan van dit Fonds kan een einde gesteld worden mitseen opzegging welk drie maanden vooraf door ten minste zeven leden aan de voorzitter van het Paritair Subcomité betekend wordt. De opzeggingstermijn gaat in bij het begin van het burgerlijk kwartaal volgend op de betekendingsdatum van de opzegging per ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding en van de erin vertegenwoordigde organisaties.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. |

06 -1n- 2003

Hoofdstuk II. - Toepassingsgebied

Artikel 5

- a. Deze statuten zijn van toepassing op de **werkgevers** en op de door hen tewerkgestelde werklieden die **ressorteren** onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.
Behoudens andersluidende bepaling wordt in onderhavige statuten onder "werklieden" verstaan: de **arbeiders en arbeidsters**.
- b. In **afwijking** van littera a. hierboven zijn de **artikelen 6, 7, 8, 9 en 29** enkel van toepassing op de werklieden die lid zijn van één van de in het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding **vertegenwoordigde werknemersorganisaties**.

Hoofdstuk III. • Rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en uitkering

Artikel 6

De in **artikel 5 b.** bedoelde werklieden hebben recht op de bij **artikel 7** vastgestelde aanvullende sociale **toelage**, voor zover zij niet uitgesloten worden van dat recht ingevolge het verstoren van de sociale vrede; deze uitsluiting wordt door het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding uitgesproken.

Artikel 7

De **rechthebbenden** kunnen voor **elke dag werkloosheid** met een maximum van tachtig dagen gedurende de **referteperiode welke** wordt vastgesteld door de raad van beheer van het **Fonds**, aanspraak maken op de bij dit artikel **vermelde** aanvullende sociale toelage.

Voor de toepassing van dit artikel wordt met "dag werkloosheid" bedoeld, de dag **waarvoor** de werkloze aanspraak kan maken op werkloosheidsuitkeringen.

Het bedrag van de aanvullende sociale toelage wordt vastgesteld op 4,46 EUR voor de in artikel 6 bedoelde werklieden en wordt betaald vanaf de **eerste** werkloosheidsdag in de **referteperiode**.

Vanaf het jaar 2001 wordt vermeld dagbedrag van 4,46 EUR **gebracht** op 4,96 EUR.

Artikel 8

Aan de in artikel 5b. bedoelde werklieden wordt op een door het Paritair Subcomité te bepalen tijdstip, een niet-terugvorderbaar bedrag uitbetaald. Dit bedrag werd voor de jaren 1997 en 1998 vastgesteld op 85,52 EUR. Voor het jaar 1999 werd het niet-terugvorderbaar bedrag op 110,31 EUR gebracht en vanaf 1 januari 2000 op 115,27 EUR.

Vanaf 1 januari 2003 wordt het niet-terugvorderbaar bedrag op 123,90 EUR gebracht.

Dit bedrag wordt eveneens toegekend aan de tijdens het **refertedienstjaar** gepensioneerde werklieden en aan de werklieden die tijdens het refertedienstjaar door een bij artikel 5 a. bedoelde werkgever ontslagen werden, behoudens **om** dringende redenen. Aan deze gerechtigden wordt het bedrag eveneens uitbetaald in de zes jaren volgend op het refertedienstjaar.

Dit bedrag wordt eveneens toegekend aan de tijdens het refertedienstjaar afgedankte langdurig zieken. Aan deze gerechtigden wordt het bedrag **eveneens** uitgekeerd in de zes jaren volgend op het refertedienstjaar.

4

Dit bedrag kan niet worden gecumuleerd met een **gelijkaardig** voorstel waarop de in dit artikel bedoelde werklieden kunnen aanspraak maken bij een andere werkgever.

Artikel 9

Telkens als de financiële toestand van het Fonds het toelaat of **vereist**, kunnen het maximum aantal **vergoedingsdagen**, en/of de bedragen der aanvullende sociale **toelage**, bepaald in artikel 7 en/of de bepalingen van artikel 8, gewijzigd worden **mits** beslissing van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 10

Zo de financiële toestand van het Fonds het **toelaat**, wordt aan de **werkgevers** bedoeld in artikel 5, a. door het Fonds in december een **teruggave verricht** van één derde van de door hen aan het Fonds betaalde bijdragen bedoeld bij artikel 23, a. over het vierde **kwartaal** van het voorgaande jaar en de eerste drie **kwartalen** van het lopende jaar.

Artikel 11

Indien een van de in artikel 5, a. bedoelde werkgevers in gebreke blijft, betaalt het Fonds de netto aanvullende vakantievergoeding **zoals** bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 1983, **betreffende** de aanvullende vakantievergoeding, in zijn plaats uit aan de werklieden.

Het Fonds **vordert** nadien het bedrag van de netto aanvullende vakantievergoeding, vermeerderd met een **verhoging** van 10% en met de nalatigheidsinterest die dezelfde is **als** deze toegepast voor de bijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale **Zekerheid**, in bij de werkgever.

Artikel 12

Vanaf 1 mei 1986 wordt aan de werklieden tewerkgesteld door de bij artikel 5 a. bedoelde werkgevers, die worden **afgedankt**, een bijkomende **werkloosheidsvergoeding** van 2,11 EUR per werkloosheidsdag (stelsel van 6 dagen per week) **uitbetaald** door het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Vanaf 1 januari 1995 wordt het bedrag van de bijkomende werkloosheidsvergoeding op 2,48 EUR per werkloosheidsdag gebracht.

Deze uitkering **gebeurt** volgens de modaliteiten bepaald in de **artikelen 9 tot en met 16** van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 februari 1987 betreffende de **arbeidsvoorwaarden** en bevordering van de werkgelegenheid voor de jaren 1987 en 1988, met ingang van 1 januari 1993 opgeheven bij en **vervangen** door de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 mei 1993 betreffende de sociale begeleiding, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 november 1993, en gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 26 april 1995 betreffende de sociale begeleiding, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 februari 1996.

Aan de werklieden die vanaf 1 januari 1997 worden afgedankt **om welke reden ook**, behoudens **om zwaarwichtige** reden, en op het ogenblik van de uitdiensttreding ten minste de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt, wordt een bijkomende vergoeding van 2,48 EUR per dag toegekend beperkt toteen maximumduur van 10 jaar en tot de pensioengerechtigde leeftijd. Bovendien moet deze vergoeding, die wordt uitgekeerd aan de gewezen werklieden die werkloosheidsuitkeringen **als** volledig werkloze **genieten**, in totaal onder het bedrag van 7.436,81 EUR blijven.

Voor de werklieden die worden afgedankt **om welke reden ook**, behoudens zwaarwichtige reden, en op het ogenblik van de uitdiensttreding ten minste de leeftijd van 54 jaar hebben bereikt, wordt de bijkomende werkloosheidsvergoeding van 2,48 EUR op 3,72 EUR per dag gebracht. Deze vergoeding kan niet gecumuleerd worden met het stelsel van het **conventioneel** brugpensioen noch met het wettelijk pensioenstelsel.

De voorwaarden om recht te hebben op deze verhoogde bijkomende werkloosheidsvergoeding zijn:

- 40 jaar beroepsloopbaan bewijzen **overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 § 5 van het KB van 07.12.1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen** in geval van conventioneel brugpensioen;
- 20 jaar beroepsloopbaan bewijzen in de **subsector vlasbereiding** d.w.z. 20 jaar verbonden zijn geweest met een **arbeidsovereenkomst** met één of meerdere **werkgevers** die **afhang(t)en** van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Voor de **grensarbeiders** die worden afgedankt om welke reden ook, **behoudens zwaarwichtige** reden, en op het ogenblik van de uitdiensttreding ten minste de leeftijd van 58 jaar hebben bereikt, wordt de bijkomende **werkloosheidsvergoeding** op 3,72 EUR per dag gebracht.

Deze vergoeding wordt uitbetaald tot de wettelijke **pensioenleeftijden** kan niet gecumuleerd worden met het stelsel van het conventioneel **brugpensioen**, noch met het wettelijk pensioenstelsel.

De grensarbeider dient te voldoen aan de wettelijke en sectorale **anciënniteitsvoorwaarden** inzake het brugpensioen.

Artikel 13

- a) De kosten vanwege de onthaalbedrijven en andere opleidingsinstanties in verband met opleiding van **werknemers** en opleiding en **tewerkstelling** van risicogroepen **zoals** bedoeld in het interprofessioneel akkoord voor de jaren 2003-2004 en **voorzien** in artikel 12 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003 gesloten in het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding betreffende de maatregelen inzake opleiding en **vorming** van werknemers, **werkzoekenden** en **risicogroepen**, worden gedragen door de sectie "Opleiding" van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding die werd opgericht bij artikel 17 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 **maart 1989** betreffende het algemeen sectoraal akkoord voor de période 1989-1990, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 augustus 1989.
- b) Het ten laste nemen van de sub a) bedoelde kosten **gebeurt** op grond van criteria vastgesteld door de raad van beheer van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Artikel 14

Binnen de opdrachten en het beheer van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding wordt, met ingang van 1 januari 1999 en ter uitvoering van artikel 15 van het algemeen sectoraal akkoord 1999-2000 voor de vlasbereiding van 15 juni 1999, een sectie "Sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke **pensioenregeling**" opgericht. Het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding **zal** binnen de wettelijke en de bij CAO van 14 december 1999 bepaalde modaliteiten een aanvulling op het wettelijk pensioen uitkeren.

Artikel 15

Vanaf 2001 wordt aan de werklieden die minstens 20 jaar ononderbroken anciënniteit hebben in dezelfde onderneming, een dag bezoldigde **afwezigheid** toegekend in de **loop** van elk kalenderjaar. De werkgever kan de kost ervan terugvorderen bij het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding, **mits** voorlegging van de nodige **stavingsstukken**. **Voormelde** terug te vorderen kost voor deze **afwezigheidsdag** is samengesteld uit het brutoloon aan 100%, **forfaitair** vermeerderd met 50% patronale sociale lasten.

De stavingsstukken en de modaliteiten van terugvordering worden vastgelegd door een beslissing van de raad van beheer van het Fonds.

Artikel 16

Het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding bepaalt de wijze waarop de sociale toelagen en vergoedingen en het bij art. 8 vastgestelde **voorschot** worden **uitgekeerd**.

Artikel 17

In geen geval mag de betaling van de door het Fonds aan de werklieden toegekende sociale voordelen afhankelijk gesteld worden van de storting der bijdragen die door de werkgever verschuldigd zijn.

Hoofdstuk IV. • Beheer

Artikel 18

Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers.

De raad bestaat uit tien leden, met name: vijf werkgeversvertegenwoordigers en vijf werknemersvertegenwoordigers.

De leden van de raad van beheer worden aangewezen door het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding onder de effectieve of plaatsvervangende leden van dit Comité.

Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Subcomité. In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Subcomité, behorend tot dezelfde groep als het lid wiens mandaat een einde nam.

Artikel 19

Iederjaar duidt de raad van beheer in zijn midden een voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

Er zal voor het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap een beurtregeling worden toegepast onder de werkgevers- en de werknemersvertegenwoordigers.

De groep waartoe de voorzitter behoort wordt voor het eerste jaar bij loting aangewezen.

De tweede ondervoorzitter behoort steeds tot de groep der werknemersvertegenwoordigers.

Artikel 20

De raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad ten minste éénmaal per jaar bijeen te roepen en telkens wanneer ten minste twee leden erom verzoeken.

De uitnodigingen vermelden de agenda.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer, en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders.

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is geldig indien eraan deelgenomen wordt door ten minste één lid van iedere groep en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk vermeld werd op de agenda van de bijeenroeping der vergadering.

Artikel 21

De raad van beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheer en het besturen van het Fonds.

De raad van beheer treedt in rechte op uit naam van het Fonds op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden aan één of meer zijner leden of zelfs aan derden overdragen.

Voor al de andere akten dan die waarvoor door de raad bijzondere opdrachten werden gegeven volstaan, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd weze tegenover derden, de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan tengevolge van hun beheer, ten opzichte der verbintenissen van het Fonds.

Hoofdstuk V. • Financiering

Artikel 22

Het Fonds beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 5, a. bedoelde werkgevers.

Artikel 23

- a) De bijdrage van de werkgevers wordt vastgesteld op 1,5% vanaf 1 april 1975, berekend op de onbegrensde brutolonen aan 100% van alle werklieden tewerkgesteld door de in artikel 5, a. bedoelde werkgevers.
- b) De uitbetaling van de aanvullende vakantievergoeding, die overeenkomstig artikel 11 van de statuten aan de werklieden is gewaarborgd, wordt gefinancierd met het saldo van het fonds "aanvullende vakantievergoeding", dat vóór 1 januari 1983 door de werkgevers werd betaald.

Indien deze reserve ontoereikend is, wordt het tekort afgenomen van de teruggave aan de werkgevers van één derde van de bijdragen bepaald in artikel 10.

- c) De bijdrage van de werkgevers die dient om de bijkomende werkloosheidsvergoeding, bepaald in artikel 12 uit te betalen, wordt vanaf 1 januari 1987 vastgesteld op 0,50% van de onbegrensde brutolonen aan 100% van alle werklieden tewerkgesteld bij de in artikel 5, a. vermelde werkgevers.

Bedoelde bijdrage kan jaarlijks herzien worden.

- d) Voor de financiering van het in artikel 13 bedoelde project "sectie Opleiding" wordt vanaf 1 januari 1995 een werkgeversbijdrage geïnd van 0,15% op de brutolonen van alle werklieden tewerkgesteld bij de in artikel 5, a. bedoelde werkgevers. Deze bijdrage wordt berekend op het volledig loon van de werklieden zoals bepaald in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Vanaf 1 januari 1996 wordt deze bijdrage op 0,20% gebracht.

Vanaf 1 januari 1997 blijft deze bijdrage van 0,20%, maar voor de jaren 1997-1998 bestaat de helft daarvan uit een bijzondere bijdrage van 0,10% die moet aangewend worden voor sectorale initiatieven die de werklieden ten goede komen. De raad van beheer van het Fonds legt de modaliteiten vast.

Vanaf 1 januari 1999 wordt deze bijdrage van 0,20% verhoogd tot 0,30%.

- e) De **werkgeversbijdragen** van 0,025% en 0,25% waarvan sprake in artikel 14 van de statuten van het "Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding" worden geïnd door het "Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding".
- f) Met ingang van 1 januari 1999 wordt ter financiering van de in artikel 14 bedoelde sectie "Sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling", een **werkgeversbijdrage** geïnd, gelijk aan 0,60% van de onbegrensde brutolonen aan 100%. Op deze bijdrage dienen de **werkgevers** de **wettelijk voorziene lasten** te betalen.

Artikel 24

- a) De bijdragen worden door het Fonds geïnd en ingevorderd. Zij zijn om het kwartaal door de werkgever verschuldigd. De **vervaldata** voor de **refertekwartalen** "tweede, derde en vierde kwartaal van het voorgaande jaar" en "eerste kwartaal van het lopende jaar" zijn respectievelijk 15 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november van het lopende jaar.

In geval van stopzetting van **bedrijvigheid** mag de werkgever evenwel onmiddellijk **alle nog verschuldigde** bijdragen aan het Fonds betalen, en dit op basis van een afrekening voor dewelke hij **allenodige loongegevens** aan het Fonds **verstrekt**.

- b) De voor elk **vervallen** kwartaal verschuldigde sommen moeten door de werkgever **gestort** worden op de postrekening van het Fonds of op een door de raad van beheer bepaalde **bankrekening**.
- c) Voor elk kwartaal **waarop** de bijdragen betrekking hebben, is vanaf de eerste dag volgend op de in littera a) bepaalde **vervaldag** de werkgever **verplicht** op het bedrag der verschuldigde bijdragen een verhoging van 10% te betalen, evenals een **nalatigheidsinterest** gelijk aan deze van toepassing op de RSZ-bijdragen, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling vereist is.

Artikel 25

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 **betreffende** Fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag der bijdragen slechts gewijzigd worden bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Hoofdstuk VI.- Begrotingen. rekeningen

Artikel 26

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 27

Elk jaar wordt uiterlijk tijdens de maand december een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding voorgelegd.

Artikel 28

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen op rekenplichtig gebied voldoende omschreven te zijn.

4

De raad van **beheer**, alsmede de bij toepassing van **artikel 12** van de **wet** van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding aangewezen **revisoof** accountant brengen jaarlijks ieder een **schriftelijk verslag** uitover het **vervullen** van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De **balans**, samen met hogerbedoelde **schriftelijke** jaarlijkse **verslagen**, dienen uiterlijk tijdens de maand september ter **goedkeuring** aan het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding voorgelegd te **worden**.

Hoofdstuk VII. • Ontbinding. vereffening

Artikel 29

Het Fonds kan ontbonden worden in de **omstandigheden** bepaald in artikel 4 of op elk oogenblik bij eenparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Het Paritair Subcomité wijst de **vereffenaars** aan en bepaalt hun machten en bezoldiging.

Het **vermogen** van het Fonds op het oogenblik van de **vereffening** krijgt volgende bestemming: **alle** werklieden zonder **onderscheid**, tewerkgesteld bij de in artikel 5, a. bedoelde **werkgevers**, ontvangen vanaf de **datum** van het in vereffening stellen van het Fonds en **tot volledige uitputting** van het vermogen van het Fonds, de toelagen voorzien bij artikel 7, en dit vanaf de **eerste werkloosheidsdag** en tot maximum **dertig** dagen per dienstjaar.